



Exposé général des motifs .....	3
I. SITUATION ECONOMIQUE .....	4
1. CONTEXTE INTERNATIONAL .....	4
2. SITUATION AU SENEGAL .....	4
II. PREVISIONS ET MODIFICATIONS DE LA LOI DE FINANCES DE L'ANNEE 2019 .....	5
III. ANALYSE DE L'EXECUTION BUDGETAIRE .....	6
IV. PERTES ET PROFITS .....	12
V. ETABLISSEMENT DU RESULTAT DE L'ANNEE .....	12
Résultats généraux de l'exécution des lois de finances pour l'année 2019 .....	14
I.1 Constatation des montants définitifs des encaissements de recettes du budget général .....	14
I.2 Constatation des montants définitifs des ordonnancements de dépenses du budget général .....	15
I.3 Constatation des montants définitifs des encaissements de recettes des comptes spéciaux du Trésor .....	15
I.4 Constatation des montants définitifs des ordonnancements de dépenses des comptes spéciaux du Trésor .....	15
II. RATIFICATION DES OUVERTURES DE CREDITS PAR DECRETS D'AVANCES .....	16
III.1 Ouverture de crédits complémentaires .....	17
III.2 : Annulation de crédits .....	17
IV. APPROBATION DES DIFFERENCES ENTRE PREVISIONS ET REALISATIONS DES COMPTES SPECIAUX TRESOR .....	18
V. ETABLISSEMENT DU COMPTE DE RESULTAT .....	18
V.1 RESULTAT DU BUDGET GENERAL DE 2019 .....	18
V.2 RESULTAT DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR .....	19
V.3 PERTES ET PROFITS RESULTANT DE LA GESTION DES OPERATIONS DE TRESORERIE .....	19
VI. TRANSFERT DU RESULTAT DE L'ANNEE 2019 AU COMPTE PERMANENT DES DECOUVERTS DU TRESOR .....	19
ANNEXES AU PROJET DE LOI .....	25
ANNEXE I : SITUATION DE L'EXECUTION DES RECETTES DU BUDGET GENERAL .....	26
ANNEXE II : SITUATION DE L'EXECUTION DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL ET DES CST .....	28
ANNEXE III : SITUATION DE L'EXECUTION DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR .....	35
ANNEXE IV : EXPLICATION DES DEPASSEMENTS DE CREDITS DE PERSONNEL <b>Erreur ! Signet non défini.</b>	
ANNEXE V : SITUATION DES ACTES MODIFICATIFS PAR SECTION <b>Erreur ! Signet non défini.</b>	
ANNEXE VI : PERTES ET PROFITS .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>

# **Exposé général des motifs**

Conformément aux dispositions des articles 36 et 44 de la loi organique n°2001-09 du 15 octobre 2001 relative aux lois de finances, le présent projet de loi de règlement soumis à votre examen rend compte de l'exécution des lois de finances pour la gestion 2019. Il s'agit de :

- la loi de finances initiale n°2018-29 du 19 décembre 2018 ;
- la première loi de finances rectificative n°2019-13 du 08 juillet 2019 ;
- la deuxième loi de finances rectificative n°2019-15 du 22 novembre 2019

## **I. SITUATION ECONOMIQUE**

### **1. CONTEXTE INTERNATIONAL**

L'environnement économique et financier international a été particulièrement marqué en 2019 par le renchérissement des droits de douanes et l'affaiblissement de la demande extérieure. Dans son rapport sur les perspectives de l'économie mondiale publié en avril 2020, le Fonds monétaire international est revenu sur la situation de l'année 2019 qui affiche une croissance du Pib mondial de 2,9% contre 3,6% en 2018. Cette situation reflète la décélération de la croissance aux États-Unis, ainsi qu'en Zone euro et au Royaume-Uni, tandis que la croissance s'est redressée au Japon. Dans les économies émergentes, l'activité a ralenti en Chine et en Inde.

L'Afrique subsaharienne a affiché un taux de croissance de 3,1% en 2019 contre 3,3% en 2018, à la faveur des prix du baril du pétrole qui, quoique volatiles, ont contribué à renforcer la croissance des pays exportateurs de pétrole (Angola, Nigéria, etc.). Au Nigeria, le taux de croissance s'est établi à 2,2% en 2019, après 1,9% en 2018, sous l'effet d'un redressement de la production et des cours du pétrole. Au niveau de l'UEMOA, l'activité économique de l'Union a enregistré un taux de croissance de 6,1% en 2019 contre 6,4% en 2018.

### **2. SITUATION AU SENEGAL**

Au plan intérieur, au regard de l'évolution de l'environnement international et de la conjoncture intérieure, l'activité économique est restée vigoureuse en 2019. En effet, le taux de croissance du PIB réel est estimé à 5,3%, contre 6,4% en 2018. Ce ralentissement est expliqué par l'évolution de la valeur ajoutée au niveau de certaines branches d'activité, notamment, l'agriculture, les extractives, la fabrication de produits chimiques, la construction, le commerce, et les « activités spécialisées, scientifiques et techniques ».

Du côté des prix, l'inflation mesurée par le déflateur du PIB, est estimée à 1,7% en 2019 contre -0,5% en 2018. Cette évolution des prix traduit la progression de ceux des matières premières sur le marché international conjuguée à la vigueur de la demande intérieure. En 2019, l'inflation mesurée par l'indice national de prix à la consommation (INPC) est ressortie à 1,0% comparativement à la même période de 2018.

## **II. PREVISIONS ET MODIFICATIONS DE LA LOI DE FINANCES DE L'ANNEE 2019**

Les prévisions du budget général et des comptes spéciaux du trésor ont été autorisées par la loi de finances initiale n°2018-29 du 19 décembre 2018. Elles ont été revues, en cours de gestion, par :

- les lois de finances rectificative n°2019-13 du 08 juillet 2019 et n°2019-15 du 22 novembre 2019 ;
- les actes modificatifs pris par voie réglementaire conformément aux dispositions des articles 15 et 20 de la loi organique n°2001-09 du 15 octobre 2001 relative aux lois de finances.

### **II.1 PREVISIONS DE LA LOI DE FINANCES INITIALE**

Elles sont arrêtées en ressources à 4 071 770 000 000 FCFA réparties ainsi qu'il suit :

☞ ressources internes :	2 765 590 000 000 FCFA ;
☞ ressources externes :	1 172 030 000 000 FCFA ;
☞ recettes des CST :	134 150 000 000 FCFA.

Pour les charges, elles sont arrêtées en équilibre avec les ressources du budget général et des comptes spéciaux du Trésor réparties comme suit :

☞ dépenses ordinaires :	2 503 460 000 000 FCFA ;
☞ dépenses d'investissement :	1 434 160 000 000 FCFA ;
☞ dépenses des CST :	134 150 000 000 FCFA.

### **II.2 LES MODIFICATIONS APPORTEES PAR LA PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE**

Les prévisions initiales des ressources et charges du budget général ont été réajustées à la baisse à hauteur de 2% par la loi de finances rectificative n°2019-13 du 08 juillet 2019 pour les porter à un montant de 3 988 630 000 000 FCFA.

La diminution des ressources est due à la baisse des recettes fiscales, des dons budgétaires et des tirages sur prêts projets, compensée en partie par l'appui budgétaire sous forme d'emprunts programmes qui connaîtra une hausse de plus de 350% traduisant la confiance renouvelée des Partenaires Techniques et Financiers en la conduite des politiques publiques du pays.

Dans la partie dépense, celle de l'investissement sur ressources extérieures ont enregistré une diminution de l'ordre de 150 milliards FCFA en valeur absolue et 19% en valeur relative.

## **II.3 LES MODIFICATIONS APPORTEES PAR LA DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE**

Une deuxième modification des ressources et charges du budget général a été apportée par la loi de finances rectificative n°2019-15 du 22 novembre 2019 pour les porter en hausse, par rapport à la LFR1, à hauteur de 4 092 738 497 000 FCFA, à l'effet de prendre en charge le paiement de la totalité des obligations impayées de l'année de 2019, particulièrement celle du secteur de l'énergie au titre des exercices antérieurs tout en restant dans le respect de la cible de 3% de déficit.

En recettes, les augmentations d'un montant de 104,1 milliards FCFA concernent les recettes issues des frais de péage des autoroutes Ila Touba, AIBD-Mbour et AIBD-Thiès (4,1 milliards FCFA) et les emprunts (100 milliards FCFA).

Pour les dépenses, la hausse permet de prendre en charge une partie des obligations impayées de l'Etat notamment dans le secteur de l'Energie et celui des BTP.

## **II.4 LES MODIFICATIONS APPORTEES PAR LES ACTES REGLEMENTAIRES**

Au cours de la gestion 2019, les autorisations parlementaires ont été modifiées par voie réglementaire conformément aux dispositions des articles 15 et 20 de la loi organique n°2001-09 du 15 octobre 2001 relative aux lois de finances. Ces modifications concernent les recettes et les dépenses du budget général.

Pour les recettes, il s'agit d'un acte de constatation de recettes d'un montant de 5,5 milliards FCFA provenant de la Banque mondiale dans le cadre de la mise en œuvre du Programme d'Appui aux Communes et aux Agglomérations du Sénégal (PACASEN).

Pour les dépenses, il s'agit, d'une part, d'actes modifiant la répartition des crédits entre ministères et institutions ou à l'intérieur d'un même département (arrêtés de virement, de transfert, d'annulation et d'ouverture de crédits) et d'autre part, d'actes reportant des crédits de 2018 sur 2019 (arrêtés de reports de crédits).

Les actes modificatifs pris après la seconde loi de finances rectificative, sont annexés au présent projet de loi.

## **III. ANALYSE DE L'EXECUTION BUDGETAIRE**

L'exécution budgétaire de 2019 est marquée par le début de la mise en œuvre du PAP II 2019-2023 du PSE qui consolide les acquis notés dans la première phase notamment, le renforcement des programmes sociaux et le lancement des projets et réformes dans les domaines de l'administration publique, de la santé, de l'éducation et la formation professionnelle etc.

La stratégie budgétaire mise en place pour l'atteinte des objectifs fixés dans le PAP II du PSE repose notamment sur :

- en matière de recettes, la poursuite de la modernisation des administrations fiscale et douanière, le renforcement de la politique fiscale et la rationalisation des dépenses fiscales ;
- en matière de dépenses, la poursuite de la politique de maîtrise du déficit budgétaire et des mesures d'économies sur certains postes de dépenses.

### III.1 PREVISIONS ET REALISATION DES RECETTES

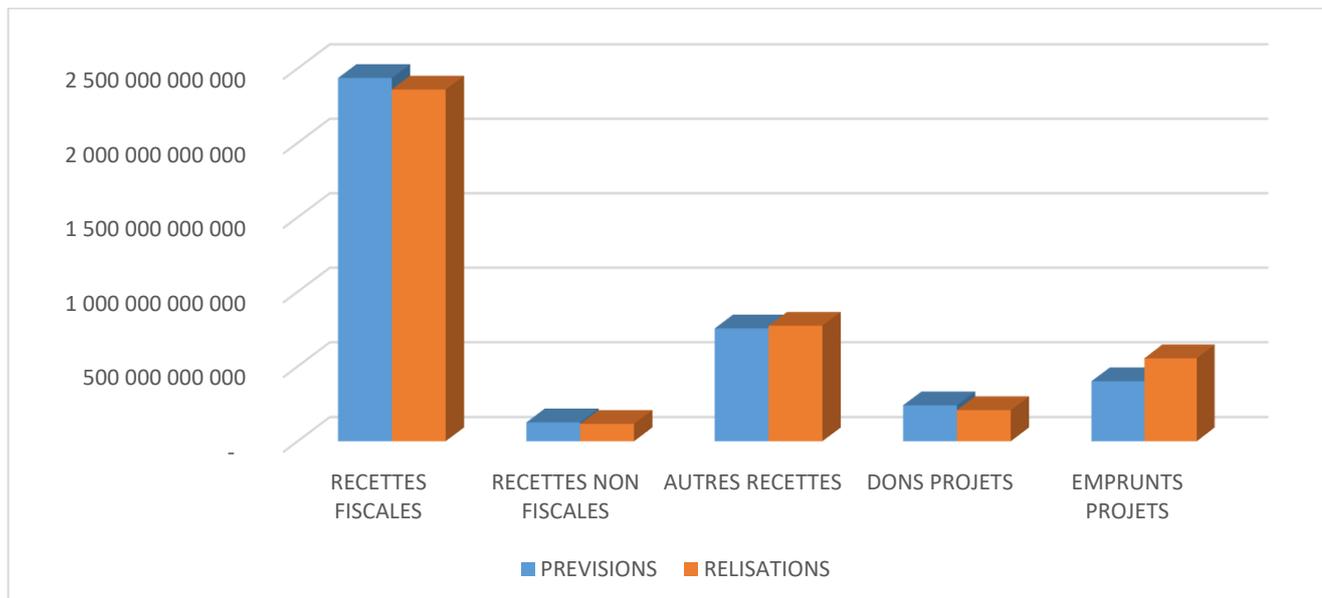
Les dernières prévisions de ressources de la gestion 2019 sont arrêtées à 4 092 736 497 000 FCFA. Le montant des encaissements, à la clôture de la gestion budgétaire, se situe à 4 147 184 995 607 FCFA, soit une plus-value de 54 448 498 607 FCFA (1%).

#### RECETTES DU BUDGET DE L'ETAT DE LA PREVISION À L'EXECUTION

NATURE DE LA RECETTE	PREVISIONS	RELISATIONS	Taux de réalisation
RECETTES FISCALES	2 435 860 000 000	2 358 134 409 550	97%
RECETTES NON FISCALES	125 686 497 000	115 920 942 953	92%
AUTRES RECETTES	754 380 000 000	771 869 511 777	102%
DONS PROJETS	240 000 000 000	207 872 263 529	87%
EMPRUNTS PROJETS	400 860 000 000	554 440 018 161	138%
<b>TOTAL RECETTES EXTERNES</b>	<b>640 860 000 000</b>	<b>762 312 281 690</b>	<b>119%</b>
<b>TOTAL RECETTES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>3 956 786 497 000</b>	<b>4 008 237 145 970</b>	<b>101%</b>
<b>TOTAL RECETTES CST</b>	<b>135 950 000 000</b>	<b>138 947 849 637</b>	<b>102%</b>
<b>TOTAL RECETTES BUDGETAIRES</b>	<b>4 092 736 497 000</b>	<b>4 147 184 995 607</b>	<b>101%</b>

Globalement, les recettes du budget général ont été réalisées à hauteur de 101%. En effet, sur des prévisions de 3 956 786 497 000 FCFA, les recettes recouvrées s'établissent à 4 008 237 145 970 FCFA.

La plus-value observée, imputable pour l'essentiel, à une bonne mobilisation des emprunts-programmes et des dons provenant des partenaires techniques et financiers comme la Banque Mondiale (105,87 milliards FCFA), la Banque Africaine de Développement (40,997 milliards FCFA), les Institutions Internationales de l'Union Européenne (10,256 milliards FCFA), l'Agence Française de Développement (6,087 milliards FCFA), le Canada (4,267 milliards FCFA) et le Luxembourg (2,254 milliards FCFA).



La progression des ressources provient des recettes fiscales et non fiscales (2 474,1 Milliards FCFA) qui enregistrent une hausse de 17,5% à la faveur de la bonne tenue des impôts directs (4%) et ceux indirects (26%). L'impôt sur le revenu (417,1 milliards FCFA) avec un bond de 18% a boosté la fiscalité directe. Quant aux taxes indirectes, leur bonne performance traduit la bonne dynamique observée sur les recouvrements des taxes spécifiques sur la consommation et de la TVA intérieure globale qui se sont respectivement confortés. Le rapatriement de la taxe d'usage de la route (41,8 milliards FCFA) en 2019 a contribué à l'accroissement des taxes spécifiques sur la consommation. Au niveau du cordon douanier, les recettes ont été tirées principalement par les taxes prélevées sur les produits hors pétrole. Les autres taxes parafiscales faisant l'objet de rapatriement au niveau de la Douane, à savoir le PSE (25,8 milliards FCFA) et le COSEC (14,6 milliards FCFA) ont également conforté le recouvrement.

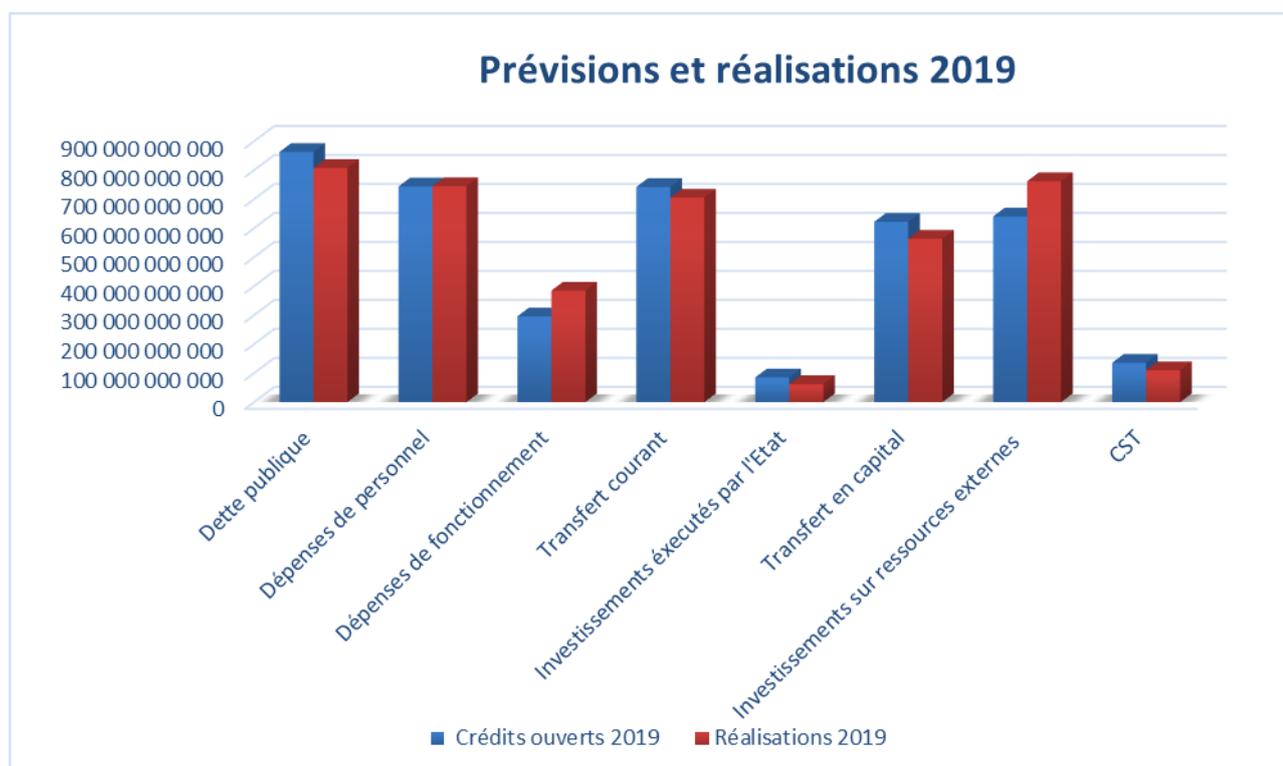
En ce qui concerne **les comptes spéciaux du Trésor**, les recettes enregistrent une performance de 102% dans le recouvrement, expliquée par la hausse des cotisations des actifs du Fonds national de Retraite (FNR) à la suite de la réforme paramétrique intervenue en juillet 2019.

### III.2 PREVISIONS ET REALISATIONS DES DEPENSES

Quant aux dépenses du budget, elles sont ressorties à 4 141,6 milliards FCFA à fin 2019 contre 3 694 milliards en 2018, soit une hausse de 447,6 Milliards FCFA (12,1%). Cette évolution reflète la poursuite de la consolidation des investissements mais également la prise en charge des besoins du secteur de l'énergie en dépit du contexte de rationalisation des dépenses de fonctionnement.

## DEPENSES DU BUDGET DE L'ETAT DE LA PRÉVISION À L'EXÉCUTION

Nature de la dépense	Crédits ouverts 2019	Réalisations 2019	Taux d'exécution
Dettes publiques	863 170 000 000	807 820 256 651	93,6%
Dépenses de personnel	744 060 000 000	744 959 767 041	100,1%
Dépenses de fonctionnement	296 111 900 671	384 831 247 274	130,0%
Transferts courants	742 606 298 388	705 407 393 874	95,0%
Investissements exécutés par l'Etat	85 511 763 562	62 452 239 400	73,0%
Transferts en capital	622 133 534 338	563 575 847 876	90,6%
Investissements sur ressources externes	640 860 000 041	762 312 281 690	119,0%
CST	135 950 000 000	110 229 862 422	81,1%
<b>Total dépenses</b>	<b>4 130 403 497 000</b>	<b>4 141 588 896 228</b>	<b>100,3%</b>



Au titre de la dette publique, les ordonnancements effectués, se chiffrent à 807,8 milliards FCFA dont 395,986 milliards de FCFA pour la dette extérieure et 411,834 milliards FCFA pour la dette intérieure. Pour rappel, les prévisions sur le service de la dette au titre des initiatives PPTE/IADM sont estimées à 60,98 milliards de FCFA et réalisées à hauteur 58,4 milliards FCFA.

L'encours de la dette publique à fin décembre 2019 est arrêté provisoirement à 7 825,29 milliards FCFA dont 929,7 milliards FCFA de dette intérieure et 6 895,59 milliards de dette extérieure

Concernant les dépenses de personnel, elles sont passées de 743,41 milliards FCFA (LFI 2019) à 744,060 milliards FCFA suite à l'adoption de la deuxième loi de finances rectificative

intervenue en octobre 2019. Cette hausse de 650 millions FCFA sur les crédits de personnel se justifie par la prise en charge de l'impact budgétaire induit par l'avènement du décret n°2019-1310 relatif à l'allocation forfaitaire pour frais de téléphonie mobile.

A fin décembre 2019, les crédits de personnel ont été ordonnancés à hauteur de 744,96 milliards FCFA soit un taux d'exécution de 100,1%.

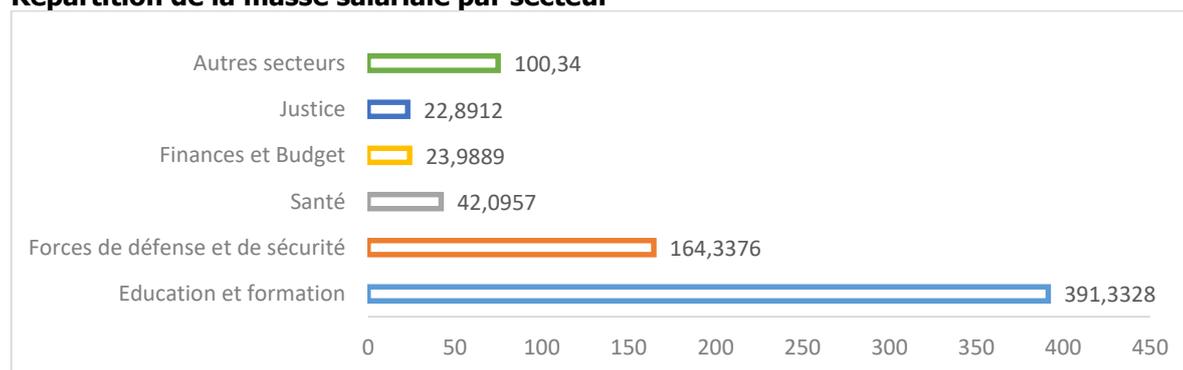
En glissement annuel, la masse salariale a connu une hausse de 61,9 milliards FCFA en valeur absolue soit 9% en valeur relative par rapport à 2018.

Les principaux facteurs explicatifs de ce niveau d'exécution sont :

- la hausse des effectifs qui passe de 140 134 à 145 299 agents ;
- le paiement des rappels (intégration, validation et avancement) aux enseignants ;
- l'augmentation de 10 000 FCFA sur l'indemnité de logement des enseignants en janvier 2019 ;
- l'élargissement de l'indemnité de représentation médicale aux médecins et vétérinaires militaires ;
- l'application du décret relatif à l'allocation forfaitaire pour charges de téléphonie ;
- la mise en œuvre du décret n°2019 -855 du 08 mai 2019 relatif à l'augmentation de la limite d'âge pour la retraite des personnels militaires des Armées.

Une décomposition de la masse salariale, par secteur, montre la prédominance du secteur de l'Education et de la Formation professionnelle, avec environ 391 milliards de dépenses sur l'année 2019, représentant ainsi 54% du montant total. Il est suivi du secteur des Forces de Défense et de Sécurité, avec 23% et du secteur de la Santé, 6%. Les secteurs des finances et de la Justice représentent chacun, 3%. Les autres secteurs (30 secteurs) représentent 11% de la masse salariale.

#### Répartition de la masse salariale par secteur



S'agissant des **autres dépenses courantes**, elles ont été exécutées à hauteur de 104,96% des crédits de la gestion pour un montant de 1 090,24 milliards FCFA.

En glissement annuel, les prises en charge ont connu une hausse de 227,8 milliards FCFA en valeur absolue soit 26% en valeur relative portée en grande partie par les transferts courants tirés principalement par les dépenses effectuées au profit du secteur de l'énergie. Elles se décomposent comme suit :

- le fonctionnement des services (titre 3) : 384,8 milliards FCFA et ;
- les transferts courants (titre 4) : 705,4 milliards FCFA.

Globalement cette hausse portée par les transferts concerne principalement :

- la Compensation tarifaire SENELEC (150,5 milliards FCFA) ;
- les subventions accordées aux Universités et Centres des œuvres universitaires (107,07 milliards FCFA) ;
- les bourses et allocations d'études des étudiants (61,3 milliards FCFA) ;
- la subvention aux intrants agricoles (20 milliards FCFA) ;
- l'Agence de la Couverture Maladie Universelle (11,245 milliards FCFA) ;
- les frais de formation des étudiants orientés dans les universités privées (10,77 milliards FCFA) ;
- la Gestion des déchets solides (9,44 milliards FCFA).

Pour les acquisitions de biens et services, les principales lignes de dépenses sont constituées de :

- salaires des contractuels du Ministère de la Santé et de l'Action sociale (9,5 milliards FCFA) ;
- salaires des corps émergents du secteur de l'Education et de la Formation professionnelle (59,76 milliards FCFA) ;
- les dépenses permanentes (29,01 milliards FCFA) ;
- compétitions internationales (4,75 milliards FCFA) ;
- impôts et taxes payés par l'Etat sur les marchés financés sur ressources extérieures (115,5 milliards FCFA) ;
- charges du programme de vérification des importations (6,05 milliards FCFA).

En ce qui concerne les **dépenses d'investissements**, elles ont été exécutées pour un montant de 1 155,54 milliards FCFA en 2018 contre 1 338,34 milliards FCFA, soit une hausse de 232,8 milliards FCFA en valeur absolue et 20,1% en valeur relative. Cette évolution est imputable, pour l'essentiel, aux dépenses d'investissements sur ressources externes qui ont connu une hausse de 24%.

Pour les dépenses d'investissements sur **ressources internes**, elles ont été exécutées pour un montant de 626,03 milliards FCFA sur une projection de 707,6 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 88,5%.

L'exécution a été fortement portée par les transferts en capital (90,6%), grâce à la mobilisation satisfaisante des ressources, particulièrement celles qui sont allouées aux marqueurs sociaux qui ont rythmé le septennat du Président de la République. Il s'agit du :

- Programme national de Bourses de sécurité familiale : 27,2 milliards FCFA ;
- Fonds national pour l'Entreprenariat rapide : 20 milliards FCFA ;
- Programme d'Urgence de Développement Communautaire (PUDC) : 15,64 milliards FCFA ;

- Programme de Promotion des Villes du Sénégal (PROMOVILLES) : 13,21 milliards FCFA ;
- Programme d'Urgence pour la Modernisation des Axes et Territoires Frontaliers (PUMA) : 11,245 milliards FCFA.

En outre, d'autres grands projets d'investissement ont également marqué l'exécution 2019. Ils concernent la Desserte ferroviaire (TER) pour 40,55 milliards FCFA, le programme agricole volet bilan campagne 2017-2018 pour 29,55 milliards FCFA, le Fonds d'équipement des Collectivités territoriales 32,77 milliards FCFA.

Concernant **les dépenses d'investissements sur ressources externes**, elles ont été exécutées, à hauteur de 762,312 milliards FCFA sur des prévisions revues de 640,860 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 119%. On note une prédominance des emprunts pour un montant de 554,4 milliards FCFA.

Ces dépenses se répartissent en emprunts pour 72% et en subventions pour 28%.

#### **IV. PERTES ET PROFITS**

Les pertes et profits sont arrêtés ainsi qu'il suit :

- Résultant des opérations de trésorerie ;
  - o Profits : 0 FCFA ;
  - o Pertes : **2 260 559 883 FCFA.**
- Constatés dans l'exécution des comptes spéciaux ;
  - o Profits : **1 961 359 954 FCFA ;**
  - o Pertes : **1 769 661 761 FCFA.**

#### **V. ETABLISSEMENT DU RESULTAT DE L'ANNEE**

Les résultats de l'exécution du budget de la gestion 2019 se présentent comme suit :

- un excédent de dépenses sur les recettes du budget général d'un montant de **23 121 887 836 FCFA ;**
- des profits résultant des opérations des comptes spéciaux du Trésor d'un montant de **191 698 193 FCFA ;**
- une perte résultant de la gestion des opérations de trésorerie d'un montant de **2 260 559 883 FCFA.**

Telle est l'économie du présent projet de loi, soumis à votre approbation

## **EXPOSE DES MOTIFS PAR ARTICLE**

## ARTICLE PREMIER

### Résultats généraux de l'exécution des lois de finances pour l'année 2019

**EXPOSE DES MOTIFS :** le présent article a pour objet d'arrêter les résultats définitifs de l'exécution des lois de finances pour l'année 2019 conformément à l'article 36 de la loi organique n°2001-09 du 15 octobre 2001 relative aux lois de finances.

Le solde des opérations définitives du budget général est arrêté à **-23 121 887 836 FCFA**. Le solde des opérations de l'année des comptes spéciaux du Trésor est de **28 717 987 215 FCFA**. Il en résulte un solde d'exécution global positif de **5 596 099 379 FCFA**.

#### **Texte de l'article**

« Les soldes définitifs arrêtés après l'exécution des lois de finances pour l'année 2019 s'établissent comme suit :

- un excédent des dépenses sur les recettes de **23 121 887 836 FCFA** pour le budget général ;
- un excédent de recettes sur les dépenses **28 720 987 215 FCFA** pour les comptes spéciaux du Trésor.

Il en résulte un solde global positif de **5 599 099 379 FCFA** ».

**Tableau 6 : Situation d'exécution du budget**

**en FCFA**

RECETTES		DEPENSES		SOLDE
<b>A BUDGET GENERAL</b>				
<b>A1- Opérations budgétaires dont le Trésor est comptable assignataire</b>				
Recettes fiscales	2 358 134 409 550	Titre 1: Dette publique	807 820 256 651	
Recettes non fiscales	115 920 942 953	Titre 2: Personnel	744 959 767 041	
Recettes exceptionnelles	58 369 878 449	Titre 3: Fonctionnement	384 831 247 274	
Remboursement prêts rétrocédés	142 338 091	Titre 4: Autres transferts	705 407 393 874	
Dons budgétaires	168 275 913 538	Titre 5: Investissement	62 452 239 400	
Emission de bons du Trésor	0	Titre 6: Transfert en capi	563 575 847 876	
Emprunt programme	125 287 787 000			
Autres emprunts	419 793 594 699			
<b>Total recettes</b>	<b>3 245 924 864 280</b>	<b>Total dépenses</b>	<b>3 269 046 752 116</b>	<b>- 23 121 887 836</b>
<b>A2 Opérations budgétaires dont le Trésor n'est pas comptable assignataire</b>				
Dons projets et legs	207 872 263 529	Investissements projet sur dons	207 872 263 529	
Tirages sur emprunts projets	554 440 018 161	Investissements projet sur emprunt	554 440 018 161	
<b>TOTAL RECETTES BUDGET GENERAL</b>	<b>4 008 237 145 970</b>	<b>TOTAL DEPENSES BUDGET GENERAL</b>	<b>4 031 359 033 806</b>	<b>- 23 121 887 836</b>
<b>B COMPTES SPECIAUX</b>				
<b>RECETTES</b>	<b>138 947 849 637</b>	<b>DEPENSES</b>	<b>110 226 862 422</b>	<b>28 720 987 215</b>
<b>TOTAL GENERAL RECETTES</b>	<b>4 147 184 995 607</b>	<b>TOTAL GENERAL DEPENSES</b>	<b>4 141 585 896 228</b>	<b>5 599 099 379</b>

### **I.1 Constatation des montants définitifs des encaissements de recettes du budget général**

#### ARTICLE 2

**EXPOSE DES MOTIFS :** le présent article a pour objet de fixer le montant définitif des encaissements de recettes du budget général pour 2019 conformément à l'article 36 de la loi organique n°2001-09 du 15 octobre 2001 relative aux lois de finances.

Les recettes du budget général sont arrêtées à **4 008 237 145 970 FCFA**. Elles prennent en compte les ressources extérieures qui s'élèvent à **762 312 281 690 FCFA**.

#### **Texte de l'article :**

« Le montant définitif des encaissements de recettes du budget général pour la gestion 2019 est arrêté à **4 008 237 145 970 FCFA** ».

## I.2 Constatation des montants définitifs des ordonnancements de dépenses du budget général

### ARTICLE 3

**EXPOSE DES MOTIFS :** le présent article a pour objet d'arrêter le montant définitif des ordonnancements de dépenses du budget général 2019 conformément à l'article 36 de la loi organique n°2001-09 du 15 octobre 2001 relative aux lois de finances. Il s'établit à **4 031 359 033 806 FCFA**.

**Texte de l'article :**

« Le montant définitif des ordonnancements de dépenses du budget général pour la gestion 2019 est arrêté à **4 031 359 033 806 FCFA** ».

## I.3 Constatation des montants définitifs des encaissements de recettes des comptes spéciaux du Trésor.

### ARTICLE 4

**EXPOSE DES MOTIFS :** le présent article a pour objet d'arrêter les recettes des comptes spéciaux du Trésor de la gestion 2019 conformément à l'article 36 de la loi organique n°2001-09 du 15 octobre 2001 relative aux lois de finances.

Le montant définitif des encaissements de recettes des comptes spéciaux du Trésor est arrêté à **138 947 849 637 FCFA**.

**Texte de l'article :**

« Le montant définitif des encaissements de recettes des comptes spéciaux du Trésor est arrêté à **138 947 849 637 FCFA**. Le tableau qui suit, répartit ce montant par catégorie de compte spécial du Trésor ».

Tableau des recettes définitives des comptes spéciaux du Trésor

<b>LIBELLES</b>	<b>Recettes encaissées</b>
Comptes d'affectation spéciale	132 210 785 548
Comptes de commerce	0
Comptes de prêts	6 737 064 089
Comptes d'avances	0
Compte de garantie et aval	0
Total général	138 947 849 637

## I.4 Constatation des montants définitifs des ordonnancements de dépenses des comptes spéciaux du Trésor.

### ARTICLE 5

**EXPOSE DES MOTIFS :** le présent article a pour objet d'arrêter les dépenses ordonnancées des comptes spéciaux du Trésor de la gestion 2019 conformément à l'article 36 de la loi organique n°2001-09 du 15 octobre 2001 relative aux lois de finances.

**Texte de l'article :**

« Le montant définitif des dépenses ordonnancées des comptes spéciaux du Trésor est arrêté à **110 226 862 422 FCFA**. Le tableau qui suit, répartit ce montant par catégorie de compte spécial du Trésor ».

**Tableau des dépenses des comptes spéciaux du Trésor**

<b>LIBELLES</b>	<b>Dépenses ordonnancées</b>
Comptes d'affectation spéciale	109 487 942 755
Comptes de commerce	0
Comptes de prêts	738 919 667
Comptes d'avances	0
Compte de garantie et aval	0
<b>Total général</b>	<b>110 226 862 422</b>

**II. RATIFICATION DES OUVERTURES DE CREDITS PAR DECRETS D'AVANCES****ARTICLE 6**

**EXPOSE DES MOTIFS** : le présent article a pour objet de ratifier l'ouverture de crédits par décret d'avance prévue par les articles 12 et 36 de la loi organique n° 2001-09 précitée, qui n'a pas encore fait l'objet d'approbation par le Parlement. Il s'agit du décret n°2019-598 du 27 Février 2019.

**Texte de l'article :**

« Est ratifiée l'ouverture de crédits par décret d'avance n°2019-598 du 27 Février 2019 ».

**III. APPROBATION DES DIFFERENCES ENTRE PREVISIONS ET REALISATIONS DU BUDGET**

Le tableau suivant donne les écarts constatés entre les prévisions et les réalisations de dépenses pour la gestion 2019.

	<b>Crédits de la gestion sur ressources internes</b>	<b>Réalisations</b>	<b>ECART</b>
Titre 1 : Dette publique	863 170 000 000	807 820 256 651	55 349 743 349
Titre 2 : Personnel	744 060 000 000	744 959 767 041	-899 767 041
Titre 3 : Fonctionnement	296 111 900 671	384 831 247 274	-88 719 346 603
Titre 4 : Transfert courant	742 606 298 388	705 407 393 874	37 198 904 514
Titre 5 : Dépenses en capital	85 511 763 562	62 452 239 400	23 059 524 162
Titre 6: Transfert en capital	622 133 534 338	563 575 847 876	58 557 686 462
<b>TOTAL</b>	<b>3 353 593 496 959</b>	<b>3 269 046 752 116</b>	<b>84 546 744 843</b>

### III.1 Ouverture de crédits complémentaires

#### ARTICLE 7

**EXPOSE DES MOTIFS :** l'exécution globale du budget général sur ressources internes laisse apparaître un dépassement global sur les dépenses de personnel et sur la ligne « Impôts et taxes sur marchés financés sur ressources extérieures. Il est sollicité du Parlement, conformément à l'article 36 de la loi organique n° 2001-09 du 15 octobre 2001 relative aux lois de finances, l'ouverture de crédits complémentaires pour les couvrir, dans le cadre de ce présent projet de loi.

#### **Texte de l'article :**

« *Il est ouvert, au titre de la gestion 2019, des crédits complémentaires d'un montant de **135 747 388 509 FCFA** ainsi répartis :*

TITRES	OUVERTURE DE CREDITS COMPLEMENTAIRES
Titre1 : Dette publique	
Titre 2 Personnel	28 784 892 833
Titre 3 Fonctionnement	106 962 495 676
Titre 4 : Transfert courant	0
Titre 5 : Dépenses en capital	0
Titre 6 : Dépenses en capital	0
<b>Total crédits à ouvrir</b>	<b>135 747 388 509</b>

### III.2 : Annulation de crédits

#### ARTICLE 8

**EXPOSE DES MOTIFS :** le présent article a pour objet d'annuler les crédits non consommés de la gestion 2019 et non reportés sur la gestion suivante conformément à l'article 4, alinéa 5 de la loi organique n° 2001-09 précitée.

Les crédits non consommés du budget général s'élèvent à **220 195 058 617 FCFA**. Sur ces crédits non consommés, un montant de **34 075 352 166 FCFA** est reporté sur la gestion 2020. Il est sollicité du Parlement, l'annulation des crédits non consommés et non reportés d'un montant de **186 119 706 451 FCFA** dans le cadre du présent projet de loi.

#### **Texte de l'article :**

« *Les crédits non consommés du budget général et non reportés sur la gestion suivante d'un montant total de **186 119 706 451 FCFA** sont annulés au titre de la gestion 2019 conformément au détail ci-après :*

<i>En FCFA</i>			
TITRES	Crédits non consommés	Crédits 2019 reportés sur 2020	Crédits à annuler
Titre1 dette publique	55 349 743 349		55 349 743 349
Titre 2 personnel	27 885 125 792		27 885 125 792
Titre 3 Fonctionnement	18 243 149 073		18 243 149 073
Titre 4 Transfert courant	37 198 904 514		37 198 904 514
Titre 5 Investissements exécutés par l'Etat	23 059 524 162	4 954 934 825	18 104 589 337
Titre 6: Transfert en capital	58 557 686 462	29 120 417 341	29 437 269 121
<b>TOTAL</b>	<b>220 195 058 617</b>	<b>34 075 352 166</b>	<b>186 119 706 451</b>

## IV. APPROBATION DES DIFFERENCES ENTRE PREVISIONS ET REALISATIONS DES COMPTES SPECIAUX TRESOR

### ARTICLE 9

**EXPOSE DES MOTIFS :** le présent article a pour objet d'ouvrir des crédits complémentaires pour couvrir les dépassements de crédits sur les comptes spéciaux du Trésor et d'annuler les crédits non consommés sur la gestion 2019 conformément à l'article 4, alinéa 5 de la loi organique n° 2001-09 précitée.

**Texte de l'article :**

« Conformément à l'article 4 alinéa 5 de la loi organique n° 2001-09 précitée, il est ouvert, des crédits complémentaires d'un montant de **0 FCFA** et il est annulé des crédits non consommés d'un montant de **25 723 137 578 FCFA** sur les comptes spéciaux du Trésor au titre de la gestion 2019».

LIBELLES	Prévisions	Réalizations	En FCFA	
			Ouverture de crédits complémentaires	Annulations de crédits non consommés
Comptes d'affectation spéciale	113 750 000 000	109 487 942 755	-	4 262 057 245
Comptes de commerce	150 000 000	0		150 000 000
Comptes de prêts	20 750 000 000	738 919 667		20 011 080 333
Comptes d'avances	800 000 000	0		800 000 000
Compte de garantie et aval	500 000 000	0		500 000 000
Total général	135 950 000 000	110 226 862 422	-	25 723 137 578

## V. ETABLISSEMENT DU COMPTE DE RESULTAT

### V.1 RESULTAT DU BUDGET GENERAL DE 2019

#### ARTICLE 10

**EXPOSE DES MOTIFS :** le présent article a pour objet d'établir le résultat du budget général de la gestion 2019, au vu des montants de recettes et de dépenses arrêtés dans les articles 2 et 3 du présent projet de loi et conformément aux dispositions de l'article 36 de la loi organique n°2001-09 précitée.

La répartition des recettes et des dépenses est donnée aux tableaux en **annexes I et II** de la présente loi.

**Texte de l'article :**

« Le résultat du budget général pour l'année 2019 est définitivement arrêté comme suit :

- recettes : 4 008 237 145 970 FCFA ;
- dépenses : 4 031 359 033 806 FCFA ;
- **excédent des dépenses sur les recettes : 23 121 887 836 FCFA ».**

## V.2 RESULTAT DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

### ARTICLE 11

**EXPOSE DES MOTIFS :** le présent article a pour objet de fixer les pertes et profits constatés dans l'exécution des comptes spéciaux du Trésor de la gestion 2019, au vu des montants de recettes et de dépenses des comptes spéciaux du Trésor conformément aux dispositions de l'article 36 de la loi organique n°2001-09 précitée.

**Texte de l'article :**

*« Les pertes et profits constatés dans l'exécution des comptes spéciaux du Trésor pour la gestion 2019 sont définitivement arrêtés comme suit :*

- Profits : **1 961 359 954 FCFA** ;
- Pertes : **1 769 661 761 FCFA**.

*Les profits sur les comptes spéciaux du Trésor sont donnés au tableau en **annexe VI** de la présente loi.*

## V.3 PERTES ET PROFITS RESULTANT DE LA GESTION DES OPERATIONS DE TRESORERIE

### ARTICLE 12

**EXPOSE DES MOTIFS :** le présent article a pour objet de donner les pertes et les profits résultant de la gestion des opérations de trésorerie conformément aux dispositions de l'article 36 de la loi organique n°2001-09 précitée.

**Texte de l'article :**

*Les pertes et profits résultant de la gestion des opérations de trésorerie au 31 décembre 2019 sont arrêtés comme suit :*

- Profits : **0 FCFA** ;
- Pertes : **2 260 559 883 FCFA** ;

## VI. TRANSFERT DU RESULTAT DE L'ANNEE 2019 AU COMPTE PERMANENT DES DECOUVERTS DU TRESOR

### ARTICLE 13

**EXPOSE DES MOTIFS :** le présent article récapitule le compte de résultat de l'année et autorise son transfert au compte permanent des découverts du Trésor conformément aux dispositions de l'article 36 de la loi organique n°2001-09 du 15 octobre 2001 relative aux lois de finances.

**Texte de l'article :**

*« Le solde débiteur du budget général d'un montant de **23 121 887 836 FCFA** est transféré en augmentation du débit du compte permanent des découverts du Trésor.*

*Les profits des comptes spéciaux du Trésor non reportés sur la gestion 2019, d'un montant **191 698 193 FCFA** sont transférés en augmentation du crédit du compte permanent des découverts du Trésor.*

*Les pertes sur opérations de trésorerie d'un montant de **2 260 559 883 FCFA** sont transférées en augmentation du débit du compte permanent des découverts du Trésor ».*

Telle est l'économie du présent projet d'exposé des motifs.

# **PROJET DE LOI**

## **ARTICLE PREMIER**

*Les soldes définitifs arrêtés après l'exécution des lois de finances pour l'année 2019 s'établissent comme suit :*

- un excédent des dépenses sur les recettes de **23 121 887 836 FCFA** pour le budget général ;*
- un excédent de recettes sur les dépenses **28 720 987 215 FCFA** pour les comptes spéciaux du Trésor.*

*Il en résulte un solde global positif de **5 599 099 379 FCFA**.*

## **ARTICLE 2**

*Le montant définitif des encaissements de recettes du budget général pour la gestion 2019 est arrêté à **4 008 237 145 970 FCFA**.*

## **ARTICLE 3**

*Le montant définitif des ordonnancements de dépenses du budget général pour la gestion 2019 est arrêté à **4 031 359 033 806 FCFA**.*

## **ARTICLE 4**

*Le montant définitif des encaissements de recettes des comptes spéciaux du Trésor est arrêté à **138 947 849 637 FCFA**. Le tableau qui suit, répartit ce montant par catégorie de compte spécial du Trésor.*

## **ARTICLE 5**

*Le montant définitif des dépenses ordonnancées des comptes spéciaux du Trésor est arrêté à **110 226 862 422 FCFA**.*

## **ARTICLE 6**

*Est ratifiée l'ouverture de crédits par décret d'avance n°2019-598 du 27 Février 2019.*

## **ARTICLE 7**

*Il est ouvert, au titre de la gestion 2019, des crédits complémentaires d'un montant de **135 747 388 509 FCFA** pour les catégories de dépenses suivantes :*

<i>Titre 2 Personnel</i>	<i>28 784 892 833</i>
<i>Titre 3 Fonctionnement</i>	<i>106 962 495 676</i>

## **ARTICLE 8**

*Les crédits non consommés du budget général et non reportés sur la gestion suivante d'un montant total de **186 119 706 451 FCFA** sont annulés au titre de la gestion 2019 suivant la répartition ci-après :*

<i>Titre1 dette publique</i>	<i>55 349 743 349 FCFA</i>
<i>Titre 2 personnel</i>	<i>27 885 125 792 FCFA</i>
<i>Titre 3 Fonctionnement</i>	<i>18 243 149 073 FCFA</i>
<i>Titre 4 Transfert courant</i>	<i>37 198 904 514 FCFA</i>
<i>Titre 5 Investissements exécutés par l'Etat</i>	<i>18 104 589 337 FCFA</i>
<i>Titre 6 Transfert en capital</i>	<i>29 437 269 121 FCFA.</i>

## **ARTICLE 9**

*Conformément à l'article 4 alinéa 5 de la loi organique n° 2001-09 précitée, il est ouvert, des crédits complémentaires d'un montant de **0 FCFA** et il est annulé des crédits non consommés d'un montant de **25 723 137 578 FCFA** sur les comptes spéciaux du Trésor au titre de la gestion 2019.*

## **ARTICLE 10**

*Le résultat du budget général pour l'année 2019 est définitivement arrêté comme suit :*

- recettes : 4 008 237 145 970 FCFA ;*
- dépenses : 4 031 359 033 806 FCFA ;*
- **excédent des dépenses sur les recettes : 23 121 887 836 FCFA** ».*

## **ARTICLE 11**

*Les pertes et profits constatés dans l'exécution des comptes spéciaux du Trésor pour la gestion 2019 sont définitivement arrêtés comme suit :*

- Profits : **1 961 359 954 FCFA** ;*
- Pertes : **1 769 661 761 FCFA.***

## **ARTICLE 12**

*Les pertes et profits résultant de la gestion des opérations de trésorerie au 31 décembre 2019 sont arrêtés comme suit :*

- Profits : 0 FCFA ;*
- Pertes : 2 260 559 883 FCFA.*

## **ARTICLE 13**

*Le solde débiteur du budget général d'un montant de **23 121 887 836 FCFA** est transféré en augmentation du débit du compte permanent des découverts du Trésor.*

*Les profits des comptes spéciaux du Trésor non reportés sur la gestion 2019, d'un montant **191 698 193 FCFA** sont transférés en augmentation du crédit du compte permanent des découverts du Trésor.*

*Les pertes sur opérations de trésorerie d'un montant de **2 260 559 883 FCFA** sont transférées en augmentation du débit du compte permanent des découverts du Trésor ».*

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

**Fait à Dakar, le**

**Par le Président de la République**

**Macky SALL**

# **ANNEXES AU PROJET DE LOI**

# **ANNEXE I : SITUATION DE L'EXECUTION DES RECETTES DU BUDGET GENERAL**

Nature de la recette	Loi de finances initiale	Loi de finances rectificative 1	Loi de finances rectificative 2	Total prévisions	Recouvrement
<b>071 RECETTES FISCALES</b>					
711 Impôts sur le revenu, les bénéfices et gains en capital	289 000 000 000	267 700 000 000	267 700 000 000	267 700 000 000	210 810 285 717
712 Impôts sur les salaires et autres rémunérations	443 800 000 000	398 900 000 000	392 900 000 000	392 900 000 000	417 087 491 137
<b>Total impôts sur revenu et sur salaires(711+712)</b>	<b>732 800 000 000</b>	<b>666 600 000 000</b>	<b>660 600 000 000</b>	<b>660 600 000 000</b>	<b>627 897 776 854</b>
713 impôts sur le patrimoine	38 976 000 000	40 033 678 000	49 210 000 000	49 210 000 000	30 875 918 359
714 Autres impôts directs					906 884 033
<b>TOTAL Impôts directs (711+712+ 713+ 714)</b>	<b>771 776 000 000</b>	<b>706 633 678 000</b>	<b>709 810 000 000</b>	<b>709 810 000 000</b>	<b>659 680 579 246</b>
715 Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services	1 227 700 000 000	1 196 172 136 000	1 203 230 000 000	1 203 230 000 000	1 236 701 257 775
716 Droits de timbre et d'enregistrement	58 024 000 000	51 949 907 000	51 924 000 000	51 924 000 000	49 609 772 855
717 Droits et taxes à l'importation	374 300 000 000	346 400 000 000	345 130 000 000	345 130 000 000	381 852 609 003
718 Droits et taxes à l'exportation				0	11 641 568
719 Autres recettes fiscales	102 200 000 000	132 844 278 000	125 766 000 000	125 766 000 000	30 278 549 103
<b>Total impôts indirects (715+716+717+718+719)</b>	<b>1 762 224 000 000</b>	<b>1 727 366 321 000</b>	<b>1 726 050 000 000</b>	<b>1 726 050 000 000</b>	<b>1 698 453 830 304</b>
<b>071 TOTAL RECETTES FISCALES(711+715+716+717+719)</b>	<b>2 534 000 000 000</b>	<b>2 434 000 000 000</b>	<b>2 435 860 000 000</b>	<b>2 435 860 000 000</b>	<b>2 358 134 409 550</b>
<b>072 RECETTES NON FISCALES</b>				0	
721 Revenu de l'Entreprise et du Domaine	36 000 000 000	38 900 000 000	54 300 000 000	54 300 000 000	66 232 821 295
722 Droits et frais administratifs				0	1 139 786 801
723 Amendes et condamnations pécuniaires				0	814 427 353
724 Produits financiers	68 440 000 000	54 700 000 000	45 100 000 000	45 100 000 000	45 452 984 287
729 Autres recettes non fiscales	19 000 000 000	29 840 000 000	26 286 497 000	26 286 497 000	2 280 923 217
<b>TOTAL RECETTES NON FISCALES (721 à 731)</b>	<b>123 440 000 000</b>	<b>123 440 000 000</b>	<b>125 686 497 000</b>	<b>125 686 497 000</b>	<b>115 920 942 953</b>
<b>TOTAL RECETTES FISCALES ET NON FISCALES</b>	<b>2 657 440 000 000</b>	<b>2 557 440 000 000</b>	<b>2 561 546 497 000</b>	<b>2 561 546 497 000</b>	<b>2 474 055 352 503</b>
74 Dons budgétaires	44 170 000 000	31 400 000 000	31 400 000 000	31 400 000 000	168 275 913 538
76 Recettes exceptionnelles (dont PPT / IADM)	60 980 000 000	60 980 000 000	60 980 000 000	60 980 000 000	58 369 878 449
14 Emission de bons du Trésor				0	
17 Autres Emprunts	316 170 000 000	264 100 000 000	364 100 000 000	364 100 000 000	419 793 594 699
729 Remboursement Prêts rétrocédés	3 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	142 338 091
16 Emprunt Programme	65 000 000 000	294 900 000 000	294 900 000 000	294 900 000 000	125 287 787 000
<b>Total (17-729-16)</b>	<b>384 170 000 000</b>	<b>562 000 000 000</b>	<b>662 000 000 000</b>	<b>662 000 000 000</b>	<b>545 223 719 790</b>
<b>Total Autres Recettes (74 - 76-729 - 14 -17 -16 )</b>	<b>489 320 000 000</b>	<b>654 380 000 000</b>	<b>754 380 000 000</b>	<b>754 380 000 000</b>	<b>771 869 511 777</b>
<b>Total Recettes internes (71-72-74-76-29)</b>	<b>3 146 760 000 000</b>	<b>3 211 820 000 000</b>	<b>3 315 926 497 000</b>	<b>3 315 926 497 000</b>	<b>3 245 924 864 280</b>
Recettes externes				0	
12 Dons Projet et leg	240 000 000 000	240 000 000 000	240 000 000 000	240 000 000 000	207 872 263 529
15 Tirage sur Emprunt projets	550 860 000 000	400 860 000 000	400 860 000 000	400 860 000 000	554 440 018 161
<b>Total Recettes externes (12 - 15 )</b>	<b>790 860 000 000</b>	<b>640 860 000 000</b>	<b>640 860 000 000</b>	<b>640 860 000 000</b>	<b>762 312 281 690</b>
<b>TOTAL RECETTES BUDGETAIRES</b>	<b>3 937 620 000 000</b>	<b>3 852 680 000 000</b>	<b>3 956 786 497 000</b>	<b>3 956 786 497 000</b>	<b>4 008 237 145 970</b>

# **ANNEXE II : SITUATION DE L'EXECUTION DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL ET DES CST**

N° SECTION	LIBELLE SECTION	TITRES	LFI 2019 (1)	LFR 1(2)	LFR 2 (3)	Transferts/ Virement (4)	Ouvertures/ Annulations (5)	Reports (6)	CREDITS DE LA GESTION SUR RESSOURCES INTERNES (7)=(3)+(4)+(5)+(6)	Ordonnancements (8)
10	Dettes Publiques	1	863 170 000 000	863 170 000 000	863 170 000 000				863 170 000 000	807 820 256 651
	<b>Total dette publique</b>		<b>863 170 000 000</b>	<b>863 170 000 000</b>	<b>863 170 000 000</b>				<b>863 170 000 000</b>	<b>807 820 256 651</b>
21	Présidence de la République	2	10 299 423 000	10 261 276 000	10 261 276 000				10 261 276 000	11 104 605 038
		3	9 652 342 636	9 702 342 636	9 722 342 636	- 306 869 831			9 415 472 805	8 738 988 463
		4	25 723 277 000	37 858 277 000	38 942 633 000	- 3 943 000 000			34 999 633 000	34 999 633 000
		5	5 355 029 877	2 050 000 000	2 050 000 000	- 11 627 060			38 372 940	34 346 940
		6	34 681 060 000	30 068 926 948	14 235 478 948	- 54 000 000			14 181 478 948	13 809 418 948
		7	500 000 000	500 000 000	500 000 000	-			500 000 000	476 399 670
	<b>Total Présidence de la République</b>		<b>86 211 132 513</b>	<b>90 440 822 584</b>	<b>75 711 730 584</b>	<b>- 4 315 496 891</b>			<b>69 396 233 693</b>	<b>69 163 392 059</b>
22	Assemblée Nationale	4	14 074 506 000	14 927 506 000	14 977 506 000	280 000 000			15 257 506 000	15 257 506 000
		6	2 725 551 759	3 630 551 759	3 880 551 759	70 000 000		200 000 000	4 150 551 759	3 950 551 759
	<b>Total Assemblée Nationale</b>		<b>16 800 057 759</b>	<b>18 558 057 759</b>	<b>18 858 057 759</b>	<b>350 000 000</b>		<b>200 000 000</b>	<b>19 408 057 759</b>	<b>19 208 057 759</b>
24	Conseil Economique, Social et Environnemental	2	25 503 000	25 503 000	25 503 000				25 503 000	218 117 121
		4	6 202 087 000	6 202 087 000	6 202 087 000	398 100 200			6 600 187 200	6 600 187 200
		6								
	<b>Total Conseil Economique, Social et Environnemental</b>		<b>6 227 590 000</b>	<b>6 227 590 000</b>	<b>6 227 590 000</b>	<b>398 100 200</b>			<b>6 625 690 200</b>	<b>6 818 304 321</b>
25	Conseil Constitutionnel	4	1 147 000 000	950 000 000	950 000 000				950 000 000	950 000 000
		6	100 000 000	-	-				-	-
	<b>Total Conseil Constitutionnel</b>		<b>1 247 000 000</b>	<b>950 000 000</b>	<b>950 000 000</b>	<b>-</b>			<b>950 000 000</b>	<b>950 000 000</b>
27	Cour Suprême	2	1 108 058 000	1 108 058 000	1 108 058 000				1 108 058 000	1 199 926 361
		4	771 063 000	771 063 000	771 063 000				771 063 000	771 063 000
		6	75 000 000	171 383 000	171 383 000				171 383 000	75 000 000
	<b>Total Cour Suprême</b>		<b>1 954 121 000</b>	<b>2 050 504 000</b>	<b>2 050 504 000</b>	<b>-</b>			<b>2 050 504 000</b>	<b>2 045 989 361</b>
28	Cour des Comptes	2	1 345 922 937	1 345 922 937	1 345 922 937				1 345 922 937	1 098 565 236
		4	3 150 000 000	3 863 453 695	3 863 453 695				3 863 453 695	3 863 453 695
		6	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	- 350 000 000			650 000 000	250 000 000
	<b>Total Cour des Comptes</b>		<b>5 495 922 937</b>	<b>6 209 376 632</b>	<b>6 209 376 632</b>	<b>- 350 000 000</b>			<b>5 859 376 632</b>	<b>5 212 018 931</b>
29	Haut Conseil des Collectivités Territoriales	4	6 300 000 000	6 300 000 000	6 300 000 000				6 300 000 000	6 300 000 000
		6	2 340 000 000	2 790 000 000	2 790 000 000				2 790 000 000	2 790 000 000
	<b>Total Haut Conseil des Collectivités Territoriales</b>		<b>8 640 000 000</b>	<b>9 090 000 000</b>	<b>9 090 000 000</b>	<b>-</b>			<b>9 090 000 000</b>	<b>9 090 000 000</b>
30	Secrétariat Général du Gouvernement (SGG)	2	3 182 639 000	3 182 639 000	3 182 639 000				3 182 639 000	4 769 096 522
		3	1 532 250 000	1 532 217 736	1 532 217 736				1 532 217 736	1 507 410 501
		4	9 804 000 000	9 765 000 000	9 615 000 000	665 000 000			10 280 000 000	10 280 000 000
		5	12 869 787 295	7 426 187 307	7 460 939 279			184 193 758	518 945 730	398 934 209
		6	20 912 000 000	15 052 000 000	16 362 899 000	6 374 101 000			22 737 000 000	22 737 000 000
			<b>total Secrétariat Général du Gouvernement</b>		<b>48 300 676 295</b>	<b>36 958 044 043</b>	<b>38 153 695 015</b>	<b>7 039 101 000</b>		<b>184 193 758</b>
31	Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	2	25 608 444 250	25 652 479 250	25 652 479 250				25 652 479 250	13 118 565 212
		3	26 630 000 000	30 322 720 750	31 164 520 750	216 988 556			31 381 509 306	18 101 310 426
		4	5 280 000 000	6 510 000 000	5 445 000 000	16 852 000			5 461 852 000	4 207 958 444
		5	2 236 000 000	3 116 500 000	3 726 005 343				2 526 005 343	244 614 385
		6	1 250 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000				1 000 000 000	750 000 000
	<b>Total Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur</b>		<b>61 004 444 250</b>	<b>66 601 700 000</b>	<b>66 988 005 343</b>	<b>233 840 556</b>			<b>66 021 845 899</b>	<b>36 422 448 467</b>
32	Ministère des Forces Armées	2	113 719 401 288	113 719 401 288	113 719 401 288				113 719 401 288	108 681 494 622
		3	40 295 642 500	43 731 139 206	44 426 139 206	350 000 000			44 776 139 206	44 278 637 246
		4	3 387 597 630	3 477 597 630	3 477 597 630	250 000 000			3 727 597 630	3 727 597 630
		5	20 234 000 000	18 643 842 735	21 057 637 157			6 733 385 865	22 791 023 022	15 546 658 061
		6	22 780 500 000	24 802 130 000	26 252 130 000	35 870 000			26 288 000 000	25 838 000 000
		7	150 000 000	150 000 000	150 000 000				150 000 000	-
	<b>Total Ministère des Forces Armées</b>		<b>200 567 141 418</b>	<b>204 524 110 859</b>	<b>209 082 905 281</b>	<b>635 870 000</b>		<b>6 733 385 865</b>	<b>211 452 161 146</b>	<b>198 072 387 559</b>

N° SECTION	LIBELLE SECTION	TITRES	LFI 2019 (1)	LFR 1(2)	LFR 2 (3)	Transferts/ Virement (4)	Ouvertures/ Annulations (5)	Reports (6)	CREDITS DE LA GESTION SUR RESSOURCES INTERNES (7)=(3)+(4)+(5)+(6)	Ordonnancements (8)	
33	Ministère de l'Intérieur et de la sécurité publique	2	55 369 429 200	55 369 429 200	55 369 429 200				55 369 429 200	55 656 056 613	
		3	17 634 114 520	17 468 232 448	17 663 232 448	116 333 556			17 779 566 004	16 768 128 788	
		4	16 049 333 810	17 648 333 810	17 648 333 810	207 916 667			17 856 250 477	17 856 233 893	
		5	14 185 500 092	7 910 500 092	8 991 683 811			1 779 413 567	6 271 097 378	5 140 985 994	
		6	21 680 540 000	17 347 540 000	17 247 540 000	1 306 909 200			1 025 000 000	19 579 449 200	18 177 449 200
		7	200 000 000	200 000 000	200 000 000				200 000 000	-	
			<b>Total Ministère de l'Intérieur et de la sécurité</b>	<b>125 118 917 622</b>	<b>115 944 035 550</b>	<b>117 120 219 269</b>	<b>1 631 159 423</b>		<b>2 804 413 567</b>	<b>117 055 792 259</b>	<b>113 598 854 488</b>
34	Ministère de la Justice	2	22 208 071 824	22 227 899 864	22 227 899 864				22 227 899 864	22 891 163 048	
		3	8 203 422 120	8 826 969 875	8 814 969 875	57 780 516			8 757 189 359	8 466 918 111	
		4	2 629 762 000	3 262 060 549	3 271 360 549	75 000 000			3 196 360 549	2 979 360 549	
		5	7 000 000 000	7 836 293 549	7 912 898 570	131 297 652		54 132 877	4 155 733 795	2 976 592 569	
		6	1 150 000 000	950 000 000	700 000 000	800 000 000			1 500 000 000	1 000 000 000	
			<b>Total Ministère de la Justice</b>	<b>41 191 255 944</b>	<b>43 103 223 837</b>	<b>42 927 128 858</b>	<b>535 921 832</b>		<b>54 132 877</b>	<b>39 837 183 567</b>	<b>38 314 034 277</b>
35	Ministère de la Fonction Publique, de la Rationalisation des effectifs et du renouvellement du service public	2	1 318 809 000	1 318 809 000	1 318 809 000				1 318 809 000	1 319 458 315	
		3	1 504 364 425	1 504 364 425	1 504 220 085	74 410 980			1 429 809 105	1 393 491 210	
		4	35 000 000	85 000 000	85 000 000	25 000 000			110 000 000	100 000 000	
		5	500 000 000	250 000 000	250 000 000				250 000 000	249 927 924	
		6		500 000 000	500 000 000				500 000 000	500 000 000	
			<b>Total Ministère de la Fonction Publique, de la Rationalisation des effectifs et du renouvellement du service public</b>	<b>3 358 173 425</b>	<b>3 658 173 425</b>	<b>3 658 029 085</b>	<b>49 410 980</b>			<b>3 608 618 105</b>	<b>3 562 877 449</b>
36	Ministère de l'Emploi, de l'Insertion Professionnelle et de l'intensification de la Main d'oeuvre	2	203 901 564	28 300 680	28 300 680				28 300 680	65 384 374	
		3	509 264 000	73 526 955	73 526 955				73 526 955	73 526 955	
		4	1 000 000 000	500 000 000	500 000 000				500 000 000	500 000 000	
		5	9 106 660 563	49 658 006	49 658 006				49 658 006	49 270 793	
		6	5 004 547 293	844 000 000	844 000 000			113 200 000	957 200 000	844 000 000	
			<b>Total Ministère de l'Emploi, de l'Insertion Professionnelle et de l'intensification de la Main d'oeuvre</b>	<b>15 824 373 420</b>	<b>1 495 485 641</b>	<b>1 495 485 641</b>	<b>-</b>		<b>113 200 000</b>	<b>1 608 685 641</b>	<b>1 532 182 122</b>
37	Ministère du Travail, du dialogue social, des organisations professionnelles et des relations avec les institutions	2	913 967 780	913 967 780	913 967 780				913 967 780	1 150 798 988	
		3	1 103 170 000	1 073 170 000	1 073 031 847	32 000 000			1 105 031 847	1 077 073 139	
		4	996 600 000	996 600 000	1 196 600 000				1 196 600 000	1 046 600 000	
		5	290 598 000	290 598 000	290 285 157				290 285 157	290 208 517	
			<b>Total Ministère du Travail, du dialogue social, des organisations professionnelles et des relations avec les institutions</b>	<b>3 304 335 780</b>	<b>3 274 335 780</b>	<b>3 473 884 784</b>	<b>32 000 000</b>		<b>-</b>	<b>3 505 884 784</b>	<b>3 564 680 644</b>
38	Ministère de l'intégration Africaine, du NEPAD et de la Francophonie	2	207 178 000	163 143 000	163 143 000				163 143 000	142 720 318	
		3	1 146 689 000	173 366 846	173 366 836				173 366 836	173 366 836	
		5	226 153 835	32 972 971	32 972 971				32 972 971	32 972 971	
	<b>Total Ministère de l'intégration Africaine, du NEPAD et de la Francophonie</b>	<b>1 580 020 835</b>	<b>369 482 817</b>	<b>369 482 807</b>	<b>-</b>		<b>-</b>	<b>369 482 807</b>	<b>349 060 125</b>		
40	Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	2	1 499 727 000	1 499 727 000	1 499 727 000				1 499 727 000	1 335 660 656	
		3	612 762 000	642 282 026	576 886 945	15 060 662			591 947 607	581 066 663	
		4	7 275 640 000	6 475 640 000	6 197 306 669	400 000 000			6 597 306 669	6 594 941 669	
		5	29 637 553 278	22 135 393 915	21 844 100 964	243 722 776		18 138 307	1 393 408 769	923 732 006	
		6	7 004 487 673	8 359 898 673	10 085 727 673	160 000 000		100 000 000	10 025 727 673	9 770 727 673	
		7	1 000 000 000	1 300 000 000	1 300 000 000				1 300 000 000	1 290 262 091	
			<b>Total Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime</b>	<b>47 030 169 951</b>	<b>40 412 941 614</b>	<b>41 503 749 251</b>	<b>498 783 438</b>		<b>118 138 307</b>	<b>21 408 117 718</b>	<b>20 496 390 758</b>
41	Ministère des Infrastructures, des Transports Terrestres et du Désenclavement	2	705 893 205	705 893 205	705 893 205				705 893 205	686 581 815	
		3	293 178 720	393 178 720	336 312 439	4 000 000			332 312 439	313 259 518	
		4	8 870 000 000	8 220 000 000	9 900 000 000	415 000 000			10 315 000 000	10 103 333 333	
		5	108 527 517 675	78 360 520 175	78 294 391 663	30 000 000			346 873 988	252 729 492	
		6	119 908 500 000	121 171 000 000	107 961 663 000	7 596 000 000		3 600 000 000	103 965 663 000	93 471 576 000	
			<b>Total Ministère des Infrastructures, des</b>	<b>238 305 089 600</b>	<b>208 850 592 100</b>	<b>197 198 260 307</b>	<b>7 155 000 000</b>		<b>3 600 000 000</b>	<b>115 665 742 632</b>	<b>104 827 480 158</b>

N° SECTION	LIBELLE SECTION	TITRES	LFI 2019 (1)	LFR 1(2)	LFR 2 (3)	Transferts/ Virement (4)	Ouvertures/ Annulations (5)	Reports (6)	CREDITS DE LA GESTION SUR RESSOURCES INTERNES (7)=(3)+(4)+(5)+(6)	Ordonnancements (8)
42	Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural	2	2 726 275 568	2 653 310 852	2 726 275 568	-			2 726 275 568	2 301 072 543
		3	1 414 025 480	1 365 307 480	1 210 261 138	3 401 210			1 213 662 348	1 168 054 965
		4	34 437 148 000	33 942 148 000	32 497 886 799	65 000 000			32 562 886 799	32 562 886 799
		5	131 270 169 508	117 756 831 912	117 302 882 436	141 254 525		58 938 966	1 650 207 429	1 315 167 480
		6	33 336 500 000	71 469 080 250	60 133 375 375	-	382 786 098		150 000 000	59 900 589 277
	<b>Total Ministère de l'Agriculture et de</b>	<b>203 184 118 556</b>	<b>227 186 678 494</b>	<b>213 870 681 316</b>	<b>-</b>	<b>173 130 363</b>	<b>-</b>	<b>208 938 966</b>	<b>98 053 621 421</b>	<b>97 247 771 064</b>
43	Ministère des Finances et du Budget	2	21 745 006 552	20 954 137 859	20 954 137 859				20 954 137 859	23 988 880 920
		3	11 105 112 006	12 215 565 721	11 391 009 314	-	350 038 030		11 040 971 284	10 622 060 603
		4	9 716 926 425	29 063 120 962	6 301 731 087	17 938 625 000			24 240 356 087	24 240 356 087
		5	13 349 097 439	12 413 949 453	12 407 771 611	-	32 590 011		2 861 323 449	10 899 898 790
		6	57 058 221 073	54 108 561 472	53 662 935 526	-	145 000 000		1 765 614 135	43 035 489 053
	<b>Total Ministère des Finances et du Budget</b>	<b>245 274 363 495</b>	<b>262 555 335 467</b>	<b>238 517 585 397</b>	<b>17 700 996 959</b>	<b>-</b>	<b>4 626 937 584</b>	<b>259 345 519 940</b>	<b>221 246 886 114</b>	
44	Ministère du Pétrole et des Énergies	2	337 336 980	337 336 980	337 336 980				337 336 980	402 480 134
		3	481 619 904	481 619 904	481 552 307				481 552 307	475 362 811
		4	33 788 919 280	11 363 919 280	174 958 681 000	-	19 139 300 000		155 819 381 000	136 149 381 000
		5	94 777 127 035	83 137 127 035	83 226 027 758			18 163 867	509 564 590	314 672 730
		6	12 728 000 000	27 431 500 000	39 667 759 507	-	16 831 239 554		340 759 507	23 177 279 460
	<b>Total Ministère du Pétrole et des Énergies</b>	<b>142 113 003 199</b>	<b>122 751 503 199</b>	<b>298 671 357 552</b>	<b>-</b>	<b>35 970 539 554</b>	<b>-</b>	<b>358 923 374</b>	<b>180 325 114 337</b>	<b>153 791 322 849</b>
45	Ministère du Commerce, de la Consommation, du secteur informel et des PME	2	1 535 216 706	1 535 216 706	1 535 216 706				1 535 216 706	1 562 174 779
		3	345 774 160	345 774 160	391 672 497				391 672 497	379 717 810
		4	3 257 628 000	3 257 628 000	3 577 628 000	80 000 000			3 657 628 000	3 387 294 166
		5	4 173 239 576	4 172 239 576	4 171 423 125				201 452 960	193 309 456
		6	478 700 000	516 200 000	766 200 000			250 000 000	1 016 200 000	574 500 000
	<b>Total Ministère du Commerce, de la</b>	<b>9 790 558 442</b>	<b>9 827 058 442</b>	<b>10 442 140 328</b>	<b>80 000 000</b>	<b>-</b>	<b>250 000 000</b>	<b>6 802 170 163</b>	<b>6 096 996 211</b>	
46	Ministère du renouvellement urbain, de l'habitat et du cadre de vie	2	1 221 591 948	1 221 591 948	1 156 784 948				1 156 784 948	1 142 340 183
		3	471 000 000	569 000 000	595 875 313	16 000 000			611 875 313	568 397 948
		4	16 929 000 000	24 539 000 000	27 109 000 000	38 685 400			27 147 685 400	27 147 685 400
		5	25 136 494 080	16 960 494 080	15 976 478 146				464 458 066	410 056 933
		6	25 822 631 500	14 433 065 197	17 381 449 000	-	579 000 000		650 000 000	17 452 449 000
	<b>Total Ministère du renouvellement urbain, de</b>	<b>69 580 717 528</b>	<b>57 723 151 225</b>	<b>62 219 587 407</b>	<b>-</b>	<b>524 314 600</b>	<b>-</b>	<b>650 000 000</b>	<b>46 833 252 727</b>	<b>39 113 165 267</b>
47	Ministère de l'Industrie et de la petite et moyenne industrie	2	284 517 040	284 517 040	284 517 040	-			284 517 040	315 262 946
		3	146 330 998	146 330 998	146 300 707	-			146 300 707	133 835 030
		4	1 703 380 000	1 703 380 000	1 703 380 000	-			1 703 380 000	1 652 379 999
		5	3 100 000 000	2 025 000 000	2 025 000 000	-			25 000 000	24 944 020
		6	2 663 000 000	2 419 000 000	2 419 000 000	-			2 419 000 000	2 325 000 000
	<b>Total Ministère de l'Industrie et de la petite et</b>	<b>7 897 228 038</b>	<b>6 578 228 038</b>	<b>6 578 197 747</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>4 578 197 747</b>	<b>4 451 421 995</b>	
49	Ministère du tourisme	2	401 011 840	410 629 840	410 629 840				410 629 840	406 718 507
		3	477 207 120	516 739 279	467 951 347				467 951 347	394 215 319
		4	3 017 500 000	7 020 000 001	4 807 916 668				4 807 916 668	4 794 791 664
		5	6 361 500 000	8 989 435 945	8 940 272 978	21 361 541			138 025 730	89 818 359
		6	3 733 500 000	5 177 100 000	2 658 875 000			150 000 000	2 808 875 000	2 368 875 000
	<b>Total Ministère du Tourisme</b>	<b>13 990 718 960</b>	<b>22 113 905 065</b>	<b>17 285 645 833</b>	<b>21 361 541</b>	<b>-</b>	<b>150 000 000</b>	<b>8 633 398 585</b>	<b>8 054 418 849</b>	
50	Ministère de l'Éducation Nationale	2	355 250 738 830	355 250 738 830	355 250 738 830				355 250 738 830	376 127 817 137
		3	63 390 000 000	66 390 000 000	65 399 585 573	1 612 821 882			67 012 407 455	66 319 475 448
		4	7 942 965 000	7 942 965 000	7 892 964 500				7 892 964 500	2 899 964 500
		5	47 006 029 662	42 597 529 662	42 267 766 696			154 694 700	4 649 431 734	3 608 903 300
		6	3 350 333 000	3 350 333 000	3 012 708 125	300 000 000			3 312 708 125	2 945 416 500
	<b>Total Ministère de l'Éducation Nationale</b>	<b>476 940 066 492</b>	<b>475 531 566 492</b>	<b>473 823 763 724</b>	<b>1 912 821 882</b>	<b>-</b>	<b>154 694 700</b>	<b>438 118 250 644</b>	<b>451 901 576 885</b>	

N° SECTION	LIBELLE SECTION	TITRES	LFI 2019 (1)	LF1 2(2)	LF2 2 (3)	Transferts/ Virement (4)	Ouvertures/ Annulations (5)	Reports (6)	CREDITS DE LA GESTION SUR RESSOURCES INTERNES (7)=(3)+(4)+(5)+(6)	Ordonnancements (8)
52	Ministère des Sports	2	1 106 461 720	1 106 461 720	1 106 461 720				1 106 461 720	1 023 676 941
		3	4 472 265 760	5 210 265 760	6 233 520 226				6 233 520 226	6 211 361 946
		4	1 040 132 000	1 310 132 000	2 481 911 000				2 481 911 000	2 481 690 000
		5	7 950 000 000	4 814 000 000	4 610 543 058				1 610 543 058	1 482 223 548
		6	1 200 000 000	525 000 000	1 312 500 000	287 500 000			1 025 000 000	925 000 000
	<b>Total Ministère des Sports</b>		<b>15 768 859 480</b>	<b>12 965 859 480</b>	<b>15 744 936 004</b>	<b>287 500 000</b>	<b>-</b>	<b>12 457 436 004</b>	<b>12 123 952 435</b>	
53	Ministère de la Culture	2	968 030 103	1 028 304 103	1 028 304 103				1 028 304 103	976 241 250
		3	534 400 000	698 953 845	698 818 691				698 818 691	671 253 597
		4	6 648 569 000	12 332 920 667	12 502 920 667	100 000 000			12 602 920 667	12 593 245 667
		5	11 011 000 000	5 989 478 550	5 987 757 621				331 757 621	305 242 353
		6	5 400 000 000	4 676 520 000	5 026 270 000	125 000 000		250 000 000	5 401 270 000	5 151 270 000
	<b>Total Ministère de la Culture</b>		<b>24 561 999 103</b>	<b>24 726 177 165</b>	<b>25 244 071 082</b>	<b>225 000 000</b>	<b>-</b>	<b>20 063 071 082</b>	<b>19 697 252 867</b>	
54	Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	2	44 527 602 481	44 527 602 481	44 527 602 481				44 527 602 481	42 095 736 417
		3	14 344 513 916	16 448 513 916	15 925 021 711	119 508 362			16 044 530 073	15 760 751 303
		4	53 446 649 000	35 571 649 000	33 645 552 750	86 717 750			33 558 835 000	30 338 000 000
		5	80 418 425 861	71 800 808 163	72 198 230 864	63 126 423		329 753 758	7 719 217 545	6 725 394 614
		6	6 118 841 992	6 068 841 992	4 740 158 554				4 740 158 554	4 389 524 960
54	<b>Total Ministère de la Santé et de l'Action Sociale</b>		<b>198 856 033 250</b>	<b>174 417 415 552</b>	<b>171 036 566 360</b>	<b>95 917 035</b>	<b>-</b>	<b>329 753 758</b>	<b>106 590 343 653</b>	<b>99 309 407 294</b>
55	Ministère de la Jeunesse, de la Construction Citoyenne et de la Promotion du Volontariat	2	1 014 608 600	1 014 608 600	1 014 608 600				1 014 608 600	1 161 172 082
		3	622 341 760	626 341 760	576 905 360				576 905 360	555 765 174
		4	1 079 672 000	1 279 672 000	1 209 672 000	400 000 000			1 609 672 000	1 609 672 000
		5	6 753 352 756	9 528 013 319	9 487 871 366				207 973 043	191 363 399
		6	1 000 000 000	4 910 547 293	2 678 848 375	337 474 728			2 341 373 647	2 341 373 647
	<b>Total Ministère de la Jeunesse, de la</b>		<b>10 469 975 116</b>	<b>17 359 182 972</b>	<b>14 967 905 701</b>	<b>62 525 272</b>	<b>-</b>	<b>5 750 532 650</b>	<b>5 859 346 302</b>	
56	Ministère de l'Environnement et du développement durable	2	7 226 315 000	7 226 315 000	7 226 315 000				7 226 315 000	6 989 285 836
		3	4 030 083 956	4 005 583 956	4 000 989 738	102 423 973			4 103 413 711	4 020 235 568
		4	1 131 389 040	1 181 389 040	1 073 185 410	40 000 000			1 113 185 410	1 105 651 780
		5	12 788 151 104	11 828 151 104	11 665 980 634	178 800 780		47 854 267	2 062 729 812	1 832 127 530
		6	591 850 000	741 850 000	620 012 500				620 012 500	548 175 000
	<b>Total Ministère de l'Environnement et du</b>		<b>25 767 789 100</b>	<b>24 983 289 100</b>	<b>24 586 483 282</b>	<b>321 224 753</b>	<b>-</b>	<b>47 854 267</b>	<b>15 125 656 433</b>	<b>14 495 475 714</b>
58	Ministère de la Femme, Famille et du Genre	2	910 851 548	614 896 904	614 896 904				614 896 904	1 079 650 439
		3	969 356 095	907 033 895	1 013 203 391	5 000 000			1 008 203 391	990 986 155
		4	477 498 400	1 793 219 760	1 843 219 760				1 843 219 760	1 743 219 760
		5	9 744 994 100	9 397 016 652	9 428 268 533	3 277 058			1 478 801 491	1 207 834 938
		6	584 500 000	1 117 912 500	1 792 912 500				1 792 912 500	1 340 362 500
	<b>Ministère de la Femme, Famille et du Genre</b>		<b>12 687 200 143</b>	<b>13 830 079 711</b>	<b>14 692 501 088</b>	<b>1 722 942</b>	<b>-</b>	<b>6 738 034 046</b>	<b>6 362 053 792</b>	
59	Ministère de la formation professionnelle, de l'apprentissage et de l'artisanat	2	18 450 359 700	18 467 744 004	18 467 744 004				18 467 744 004	15 139 550 376
		3	7 209 640 000	7 267 883 260	7 147 795 709	716 224			7 148 511 933	6 942 789 267
		4	2 176 656 000	2 676 656 000	2 876 590 000	157 500 000			3 034 090 000	3 017 005 000
		5	22 265 252 224	17 976 349 574	17 989 038 408	33 230 202			1 800 743 874	1 204 558 564
		6	2 367 500 000	2 267 500 000	1 511 250 000			165 000 000	1 676 250 000	1 336 250 000
	<b>Total Ministère de la formation professionnelle,</b>		<b>52 469 407 924</b>	<b>48 656 132 838</b>	<b>47 992 418 121</b>	<b>191 446 426</b>	<b>-</b>	<b>165 000 000</b>	<b>32 127 339 811</b>	<b>27 640 153 207</b>
60	Charges non Réparties	2	41 462 412 148	41 462 412 148	42 112 412 148				42 112 412 148	40 419 333 811
		3	86 780 530 334	63 042 790 785	53 972 024 128	2 190 097 532			51 781 926 596	158 744 422 272
		4	46 100 000 000	48 567 000 000	52 467 250 000	4 688 847 001			47 778 402 999	46 886 958 726
		5	15 000 000 000	2 875 287 831	689 400 488	681 405 047			7 995 441	-
		6	68 450 000 000	78 614 588 205	74 717 858 851	10 078 729 354		2 994 383 456	87 790 971 661	87 790 971 661
	<b>Total Charges non Réparties</b>		<b>257 792 942 482</b>	<b>234 562 078 969</b>	<b>223 958 945 615</b>	<b>2 518 379 774</b>	<b>-</b>	<b>2 994 383 456</b>	<b>229 471 708 845</b>	<b>333 841 686 470</b>
61	Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération	2		1 074 018 045	1 074 018 045				1 074 018 045	634 515 062
		3		1 114 768 136	875 363 847	36 979 896			912 343 743	868 010 977
		4		6 868 711 463	4 179 355 463				4 179 355 463	4 179 353 861
		5		13 221 469 284	12 906 514 465	153 518 014			1 163 282 161	1 044 721 714
		6		1 687 754 109	622 700 000	357 000 000			979 700 000	757 000 000
	<b>Total Ministère de l'Economie, du Plan et de la</b>		<b>23 966 721 037</b>	<b>19 657 951 820</b>	<b>547 497 910</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>8 308 699 412</b>	<b>7 483 601 614</b>	

N° SECTION	LIBELLE SECTION	TITRES	LFI 2019 (1)	LF1 1(2)	LF1 2 (3)	Transferts/ Virement (4)	Ouvertures/ Annulations (5)	Reports (6)	CREDITS DE LA GESTION SUR RESSOURCES INTERNES (7)=(3)+(4)+(5)+(6)	Ordonnancements (8)
62	Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	2	2 173 308 340	2 173 308 340	2 173 308 340				2 173 308 340	2 190 927 860
		3	1 067 196 000	1 067 196 000	1 067 047 393	45 600 000			1 021 447 393	996 284 297
		4	529 142 000	466 142 000	466 142 000				466 142 000	466 142 000
		5	18 460 187 600	14 322 312 600	14 505 910 229			163 122 270	2 136 580 899	1 358 607 842
		6	2 695 464 000	2 181 608 000	3 216 608 000	215 000 000		725 000 000	4 156 608 000	3 500 808 000
Total Ministère de l'Elevage et des Productions			24 925 297 940	20 210 566 940	21 429 015 962	169 400 000	-	888 122 270	9 954 086 632	8 512 769 999
63	Ministère de la Communication, des Télécommunications, des Postes et de l'Economie Numérique	2	514 825 716	454 551 716	454 551 716				454 551 716	479 383 466
		3	357 000 000	675 816 000	757 784 745				757 784 745	755 243 996
		4	20 282 370 000	7 470 351 667	7 270 351 667	950 000 000			6 320 351 667	5 000 101 666
		5	5 221 889 223	3 172 389 223	3 239 186 782				239 186 782	232 910 742
		6	1 680 520 000	1 457 600 000	1 307 600 000				1 307 600 000	601 900 000
Total Ministère de la Communication, des Télécommunications, des Postes et de l'Economie Numérique			28 056 604 939	13 230 708 606	13 029 474 910	950 000 000			9 079 474 910	7 069 539 870
64	Ministère de l'Economie Solidaire et de la Micro Finance	2	145 872 512	145 872 512	145 872 512				145 872 512	175 843 447
		3	870 000 000	970 000 000	969 956 902				969 956 902	911 367 169
		4				200 000 000			200 000 000	200 000 000
		5	10 174 375 800	7 174 375 800	7 172 678 787				838 552 787	691 299 370
		6	278 700 000	208 700 000	378 700 000	70 000 000			448 700 000	448 700 000
Total Ministère de l'Economie Solidaire et de la Micro Finance			11 468 948 312	8 498 948 312	8 667 208 201	270 000 000			2 603 082 201	2 427 209 986
65	Ministère de la Gouvernance Territoriale, du Développement et de l'Aménagement du Territoire	2	1 192 514 000	1 192 514 000	1 192 514 000				1 192 514 000	1 146 397 491
		3	362 000 000	362 000 000	361 886 655	5 800 000			356 086 655	312 771 002
		4	52 708 196 053	45 208 196 053	39 363 196 053	400 000 000			39 763 196 053	39 763 196 053
		5	21 590 444 721	14 469 444 721	14 466 411 700	11 371 549			406 595 430	328 623 575
		6	34 278 826 520	34 898 076 520	37 598 076 520		5 500 000 000	3 050 000 000	46 148 076 520	39 723 885 194
Total Ministère de la Gouvernance Territoriale, du Développement et de l'Aménagement du Territoire			110 131 981 294	96 130 231 294	92 982 084 928	382 828 451	5 500 000 000	3 050 000 000	87 866 468 658	81 274 873 315
68	Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement	2	944 685 300	1 017 650 016	1 009 492 300				1 009 492 300	701 343 881
		3	423 600 000	477 318 000	395 634 893				395 634 893	347 433 316
		4	5 163 432 000	6 163 432 000	3 215 000 000	125 000 000			3 090 000 000	3 090 000 000
		5	80 786 477 436	69 786 477 436	70 528 172 211				627 434 875	413 425 699
		6	19 567 989 000	18 017 989 000	17 533 664 591	600 000 000		723 069 739	18 856 734 330	16 756 664 591
Total Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement			106 886 183 736	95 462 866 452	92 681 963 995	475 000 000		723 069 739	23 979 296 398	21 308 867 487
73	Ministère des Transports Aériens et du Développement des Infrastructures Aéroportuaires	2	165 504 688	155 886 688	155 886 688				155 886 688	72 126 387
		3	323 000 000	224 351 870	224 351 675				224 351 675	224 351 675
		4	4 670 000 000	917 499 999	917 499 999				917 499 999	917 499 999
		5	10 823 608 789	186 672 844	186 672 844				186 672 844	133 048 615
		6	3 466 600 000	229 000 000	229 000 000				229 000 000	229 000 000
Total Ministère des Transports Aériens et du Développement des Infrastructures Aéroportuaires			19 448 713 477	1 713 411 401	1 713 411 206	-	-		1 713 411 206	1 576 026 676
75	Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation	2	535 390 000	535 390 000	535 390 000				535 390 000	562 546 896
		3	3 676 987 833	3 946 987 833	4 089 589 154	2 838 452			4 092 427 606	3 975 233 930
		4	153 896 528 529	164 220 194 529	171 618 320 029	7 613 495 001			179 231 815 030	178 542 356 668
		5	10 758 518 343	8 231 518 343	8 215 045 492			114 612 834	4 155 147 142	1 846 770 946
		6	26 419 750 000	29 286 750 000	21 964 122 110	90 000 000		350 000 000	22 404 122 110	22 054 122 110
Total Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation			195 287 174 705	206 220 840 705	206 422 466 785	7 706 333 453		464 612 834	210 418 901 888	206 981 030 550

N° SECTION	LIBELLE SECTION	TITRES	LFI 2019 (1)	LF 1(2)	LF 2 (3)	Transferts/ Virement (4)	Ouvertures/ Annulations (5)	Reports (6)	CREDITS DE LA GESTION SUR RESSOURCES INTERNES (7)=(3)+(4)+(5)+(6)	Ordonnancements (8)
80	Ministère de la Bonne Gouvernance et de la Protection de l'Enfance	2	220 752 280	119 383 800	119 383 800				119 383 800	5 429 954
		3	1 150 857 000	311 475 937	275 850 937				275 850 937	240 225 937
		4	1 729 721 360	464 000 000	464 000 000				464 000 000	464 000 000
		5	1 637 900 000	53 806 048	77 685 561			30 244 678	107 930 239	76 980 734
		6	845 100 000	125 000 000	125 000 000			175 000 000	300 000 000	125 000 000
<b>Total Ministère de la Bonne Gouvernance et de la Protection de l'Enfance</b>			<b>5 584 330 640</b>	<b>1 073 665 785</b>	<b>1 061 920 298</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>205 244 678</b>	<b>1 267 164 976</b>	<b>911 636 625</b>
82	Ministère de la Promotion des investissements, des partenariats et du développement des Téléservices de l'Etat	2	283 149 352	-	-				-	100 604 358
		3	260 983 830	81 106 018	95 347 641				95 347 641	92 347 743
		4	7 087 752 000	1 092 062 666	1 092 062 666				1 092 062 666	1 092 062 666
		5	16 052 650 318	13 252 300	13 252 300				13 252 300	7 497 300
		6	2 016 600 000	39 500 000	1 539 500 000			2 750 000 000	4 289 500 000	1 539 500 000
<b>Total Ministère de la Promotion des investissements, des partenariats et du développement des Téléservices de l'Etat</b>			<b>25 701 135 500</b>	<b>1 225 920 984</b>	<b>2 740 162 607</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2 750 000 000</b>	<b>5 490 162 607</b>	<b>2 832 012 067</b>
83	Ministère des Mines et de la Géologie	2	349 292 000	349 292 000	349 292 000				349 292 000	243 517 993
		3	243 643 000	243 643 000	243 571 557				243 571 557	235 801 725
		4	576 290 400	996 290 400	996 290 400	271 660 400			724 630 000	724 630 000
		5	388 000 000	388 000 000	362 892 747				362 892 747	358 980 440
		6	247 000 000	247 000 000	337 000 000			90 000 000	427 000 000	337 000 000
<b>Total Ministère des Mines et de la Géologie</b>			<b>1 804 225 400</b>	<b>2 224 225 400</b>	<b>2 289 046 704</b>	<b>271 660 400</b>	<b>-</b>	<b>90 000 000</b>	<b>2 107 386 304</b>	<b>1 899 930 158</b>
84	Ministère du développement communautaire, de l'équité sociale et Territoriale	2	-	573 858 664	573 858 664				573 858 664	77 541 706
		3	-	647 285 705	453 909 481	2 874 999			456 784 480	440 312 435
		4	-	20 895 000 000	16 320 000 000	-			16 320 000 000	12 220 000 000
		5	-	11 824 629 865	11 814 080 679				15 450 814	12 882 548
		6	-	27 075 000 000	37 031 049 587	6 010 390 826			43 041 440 413	42 271 635 826
<b>Total Ministère du développement communautaire, de l'équité sociale et Territoriale</b>			<b>-</b>	<b>61 015 774 234</b>	<b>66 192 898 411</b>	<b>6 013 265 825</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>60 407 534 371</b>	<b>55 022 372 515</b>
<b>Total général</b>			<b>4 071 770 000 000</b>	<b>3 988 630 000 000</b>	<b>4 092 738 497 000</b>	<b>-</b>	<b>5 500 000 000</b>	<b>32 165 000 000</b>	<b>3 489 543 496 959</b>	<b>3 379 273 614 538</b>

# **ANNEXE III : SITUATION DE L'EXECUTION DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR**

**SITUATION DE L'EXECUTION DES DEPENSES  
SUR COMPTES SPECIAUX DU TRESOR - GESTION 2019**

<b>LIBELLES</b>	<b>LFI</b>	<b>LFR 1</b>	<b>LFR 2</b>	<b>Modifications</b>	<b>Total crédits ouverts</b>	<b>Ordonnancements pris en charge</b>
<b>Comptes d'affectation spéciale</b>						
96.101 Fonds national de retraite	110 250 000 000	111 750 000 000	111 750 000 000		111 750 000 000	107 721 280 994
96.102 Frais de cont. des stes à particip publique	500 000 000	500 000 000	500 000 000		500 000 000	476 399 670
96.103 Caisse d'encouragement à la pêche	1 000 000 000	1 300 000 000	1 300 000 000		1 300 000 000	1 290 262 091
96.104 Fonds de lutte contre l'incendie	200 000 000	200 000 000	200 000 000		200 000 000	
<b>Sous-total</b>	<b>111 950 000 000</b>	<b>113 750 000 000</b>	<b>113 750 000 000</b>	<b>-</b>	<b>113 750 000 000</b>	<b>109 487 942 755</b>
<b>Comptes de commerce</b>						
96.201 Opérations des armées à caractere industriel et com.	150 000 000	150 000 000	150 000 000	-	150 000 000	
<b>Sous-total</b>	<b>150 000 000</b>	<b>150 000 000</b>	<b>150 000 000</b>	<b>-</b>	<b>150 000 000</b>	<b>-</b>
<b>Comptes de prêts</b>						
96.503 Prêts aux collectivités locales	800 000 000	800 000 000	800 000 000	-	800 000 000	-
96. 504 Prêts à divers organismes	850 000 000	850 000 000	850 000 000	-	850 000 000	
96.507 Prêts aux particuliers	19 100 000 000	19 100 000 000	19 100 000 000	-	19 100 000 000	738 919 667
<b>Sous-total</b>	<b>20 750 000 000</b>	<b>20 750 000 000</b>	<b>20 750 000 000</b>	<b>-</b>	<b>20 750 000 000</b>	<b>738 919 667</b>
<b>Comptes d'avances</b>						
96.605 Avances aux collectivités locales	800 000 000	800 000 000	800 000 000	-	800 000 000	
96.609 Avances à 1 an à divers agents	-	-	-	-	-	
<b>Sous-total</b>	<b>800 000 000</b>	<b>800 000 000</b>	<b>800 000 000</b>	<b>-</b>	<b>800 000 000</b>	<b>-</b>
<b>Comptes de garantie et aval</b>						
96.701 Garanties et Avals	500 000 000	500 000 000	500 000 000		500 000 000	
<b>Sous-total</b>	<b>500 000 000</b>	<b>500 000 000</b>	<b>500 000 000</b>		<b>500 000 000</b>	
<b>Total général</b>	<b>134 150 000 000</b>	<b>135 950 000 000</b>	<b>135 950 000 000</b>	<b>-</b>	<b>135 950 000 000</b>	<b>110 226 862 422</b>

**SITUATION DE L'EXECUTION DES RECETTES  
SUR COMPTES SPECIAUX DU TRESOR - GESTION 2019**

<b>LIBELLES</b>	<b>LFI</b>	<b>LFR 1</b>	<b>LFR 2</b>	<b>Total Prévisions</b>	<b>Réalisations</b>
<b>Comptes d'affectation spéciale</b>					
96.101 Fonds national de retraite	110 250 000 000	111 750 000 000	111 750 000 000	111 750 000 000	130 249 425 594
96.102 Frais de cont. des stes à particip publique	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	561 305 206
96.103 Caisse d'encouragement à la pêche	1 000 000 000	1 300 000 000	1 300 000 000	1 300 000 000	1 400 054 748
96.104 Fonds de lutte contre l'incendie	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	
<b>Sous-total</b>	<b>111 950 000 000</b>	<b>113 750 000 000</b>	<b>113 750 000 000</b>	<b>113 750 000 000</b>	<b>132 210 785 548</b>
<b>Comptes de commerce</b>					
96.201 Opérations des armées à caractère industriel et com.	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	-
<b>Sous-total</b>	<b>150 000 000</b>	<b>150 000 000</b>	<b>150 000 000</b>	<b>150 000 000</b>	<b>-</b>
<b>Comptes de prêts</b>					
96.503 Prêts aux collectivités locales	800 000 000	800 000 000	800 000 000	800 000 000	-
96. 504 Prêts à divers organismes	850 000 000	850 000 000	850 000 000	850 000 000	
96.507 Prêts aux particuliers	19 100 000 000	19 100 000 000	19 100 000 000	19 100 000 000	6 737 064 089
<b>Sous-total</b>	<b>20 750 000 000</b>	<b>6 737 064 089</b>			
<b>Comptes d'avances</b>					
96.605 Avances aux collectivités locales	800 000 000	800 000 000		-	-
96.607 Avances à 1 an à divers organismes	-	-	-	-	
<b>Sous-total</b>	<b>800 000 000</b>	<b>800 000 000</b>	<b>800 000 000</b>	<b>800 000 000</b>	<b>-</b>
<b>Comptes de garantie et aval</b>					
96.701 Garanties et Avals	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	-
<b>Sous-total</b>	<b>500 000 000</b>	<b>500 000 000</b>	<b>500 000 000</b>	<b>500 000 000</b>	
<b>Total général</b>	<b>134 150 000 000</b>	<b>135 950 000 000</b>	<b>135 950 000 000</b>	<b>135 950 000 000</b>	<b>138 947 849 637</b>